

*Initiatives ministérielles*

Ce n'est pas la même chose que lors de la dernière récession, dans les années 80. On se souviendra que, au début des années 80, notre pays traversait une terrible récession. En fait, on peut dire que le monde entier était en récession.

Au début des années 80, les emplois disparaissaient temporairement et non de façon permanente. Aujourd'hui, ces emplois n'existent plus. Il me semble que nous devons tenir compte du fardeau qui retombera sur la province et sur les municipalités, car il est évident que le gouvernement provincial ne pourra pas absorber dans son budget les réductions qui lui sont imposées par le gouvernement fédéral. Comme il a déjà dépassé ses prévisions budgétaires dans de nombreux secteurs, il va passer le fardeau aux municipalités et à leurs contribuables.

J'ai déjà été conseillère municipale et conseillère régionale, et je me souviens à quel point il était difficile de hausser les taxes. Les taxes municipales que doivent payer les habitants de Sudbury sont presque les plus élevées en Ontario, et pourtant, le budget des services sociaux a déjà dépassé tout ce qui avait été prévu. Il faudra manifestement trouver cet argent quelque part.

Le problème ne se limite pas à l'aide sociale. Il touche aussi d'autres secteurs, comme les personnes âgées et les foyers pour personnes âgées. Chaque jour, nous lisons que certains de ces foyers sont sous-financés. L'autre jour, je lisais un article sur un foyer—je ne sais pas exactement à quel endroit—où les employés ont dû aller faire la lessive eux-mêmes parce qu'il n'y avait plus de linge propre et plus d'argent.

Avons-nous oublié qu'il est de notre devoir de nous assurer qu'on s'occupe bien des personnes âgées? Nous ne devons pas oublier que nous avons une dette envers elles. Elles ont fait beaucoup pour nous, et c'est maintenant à nous de les aider.

Nous ne devons pas oublier non plus ceux qui viendront après nous, nos enfants. Vous savez tous, évidemment, que beaucoup de nos enfants sont dans le besoin. Beaucoup d'entre eux vivent dans la pauvreté. Ils vivent dans des foyers où le revenu est très bas, où il n'y a qu'un seul parent. Ce parent n'a peut-être pas d'emploi et dépend peut-être de l'aide sociale.

Quel est le sort de ces enfants? Quel genre d'espoir pouvons-nous leur donner? Je suis convaincue que, d'une façon ou d'une autre, nous devons commencer à collaborer avec tous les niveaux de gouvernement. Ce n'est pas juste qu'un gouvernement puisse imposer sa volonté à un autre gouvernement. On doit mettre en place un mécanisme qui permettrait à tous les niveaux de gouvernement de se concerter et de dire: «Écoutez, nous avons des problèmes. Nous reconnaissons que le déficit et la dette sont des problèmes».

Nous avons aussi un problème avec les chômeurs et les assistés sociaux. Nous avons les enfants et l'homme de la rue à revenu moyen qui est absolument imposé au maximum. Si vous êtes jamais allé dans n'importe laquelle des subdivisions où les gens ont gardé leur logement et où l'assiette de leur impôt foncier augmente continuellement tous les ans, trouvez-vous étonnant qu'ils se révoltent?

Avons-nous oublié que peu importe de quelle poche vient l'argent, de la gauche ou de la droite? C'est toujours la même personne qui débourse.

À mon avis, il faudrait pouvoir se rencontrer. N'adoptons pas ce projet de loi C-32. Revenons avec un projet où tous les paliers de gouvernement collaboreront pour venir en aide à tous les secteurs. Nous pourrions peut-être trouver des solutions.

Je sais que ce n'est pas facile, mais il n'y a pas de solutions de facilité. Manifestement, cette mesure ne convient pas. Mais la solution n'est certainement pas facile.

Je supplie les députés d'en face de m'écouter. Je sais qu'un grand nombre d'entre eux sont compatissants. Ils ne croient pas tous qu'il est nécessaire de s'attaquer aux gens. Je les supplie de bien vouloir se réunir et collaborer pour essayer de résoudre certains de ces problèmes.

Il ne sert à rien de faire des compressions budgétaires et d'imposer des décisions. Ce n'est vraiment pas la solution.

Je serais, pour ma part, très heureuse de rencontrer ces personnes et de dire: «Oui, serrons-nous la ceinture, mais n'oublions pas ceux qui ont aussi besoin de notre aide.» Dans bien des cas, nous pouvons nous-mêmes réduire nos dépenses et aider ceux qui sont sans ressource.

C'est terrible de songer qu'actuellement, dans les années 1990, partout où l'on aille, semble-t-il, il y a des gens tourmentés par la faim qui font la queue dans les banques d'alimentation. C'est une catastrophe nationale dans un pays disposant d'autant de ressources et ayant le niveau de vie que nous connaissons.

Je comprend qu'il n'est pas toujours facile de remédier à ces problèmes, mais en est assurément un qui en vaut la peine. Je dois demander à nouveau si nos collègues de gauche seront disposés à prendre la parole pour défendre la province de l'Ontario. Dans ma circonscription, trois députés provinciaux sont des néo-démocrates. Je me demande ce qu'ils pensent de cette situation et si les gens de leur parti ici dans la capitale nationale sont prêts à exprimer leur avis à ce sujet. Je n'en ai entendu aucun. J'imagine que peut-être quelques-uns ont parlé de cette question. Se sont-ils simplement désintéressés du sort de nos pauvres Canadiens? Je l'ignore.